

Le droit 2 février 2007

## Le français à l'UQO: le premier recteur se prononce

J'ai pu, ces dernières semaines, prendre connaissance de plusieurs documents relatifs à l'usage de l'anglais comme langue d'enseignement à l'UQO. En particulier j'ai pu lire l'éditorial intitulé *La langue de l'UQO*, sous la plume de Pierre Jury (*Le Droit*, 24 janvier).

Je dois rappeler que, de l'aveu même du président de l'Université du Québec, Pierre Moreau, les missions de l'Université du Québec ont trait à l'accessibilité, au développement scientifique et au développement des régions. Or il arrive qu'environ 15% des résidents de la région frontalière du Québec que dessert l'Université du Québec en Outaouais, sont davantage anglophones que francophones. Inutile de dire qu'il eut été invraisemblable de créer deux constituantes de l'Université du Québec pour rendre la formation universitaire accessible à ces deux communautés.

En mars 1981 le gouvernement du Québec a émis des lettres patentes créant l'Université du Québec en Outaouais (devenue depuis l'Université du Québec en Outaouais). Ces lettres prévoient que cette Université aura « pour objet l'enseignement supérieur et la recherche ». On notera que nulle part, ni dans la loi créant l'Université du Québec en 1968 (et amendée depuis), ni dans les lettres patentes il n'est fait mention d'une mission ou d'un objectif lié à la francisation de la population de l'Outaouais ou même à la promotion de la langue française ou sa qualité.

Un sain réalisme veut cependant que les activités de l'Université du Québec en général et de l'Université du Québec en Outaouais en particulier s'exercent en français et dans le meilleur français possible. Il est normal qu'il en soit ainsi. On ne peut cependant refuser de rendre à des communautés anglophones du Québec, en parti-

culier si elles forment une portion non-négligeable de la population d'une région donnée, certains services d'enseignement; surtout si ceux-ci ne mettent pas en péril le caractère francophone de l'Université; encore moins si la dispensation de tels enseignements se limite aux cycles supérieurs et qu'elle contribue positivement au rayonnement de l'Université hors de sa région naturelle d'influence.

Or il semble qu'il en soit actuellement ainsi. La proportion des services d'enseignement rendus en langue anglaise tourne autour de 5% à l'UQO. Ce faible pourcentage est rassurant. Il ne justifie évidemment pas que l'ensemble des services de l'Université soit disponibles en langue anglaise ni que les personnels doivent être bilingues. On peut d'ailleurs satisfaire à l'esprit et à la lettre d'une politique de langue française qui respecte les exigences de la charte de la langue française. Un dispositif d'une telle politique linguistique de l'Université du Québec en Outaouais pourrait d'ailleurs prévenir tout abus éventuel.

Je ne peux donc souscrire au texte mis en consultation par le conseil d'administration de l'Université du Québec en Outaouais; d'autant moins d'ailleurs que ce texte constitue une retouche d'un premier texte établi par un Comité du Conseil, mis sur pied par le recteur lui-même et qui faisaient, et le Comité et ses recommandations, l'objet d'un large consensus de la communauté. Je sens d'ailleurs poindre derrière ce deuxième texte, une volonté politique dont les visées sont incompatibles avec les missions de l'Université du Québec en général et les objectifs de l'Université du Québec en Outaouais en particulier:

Jean R. Messier,  
recteur fondateur,  
Université du Québec en Outaouais



Les artisans du site Internet humoristique *Les têtes à claques* Michel Beaudet, Hugo Caron et Simon Parizeau.

## Les clips des Têtes à claques pourront être vus sur cellulaire

Les capsules humoristiques des *Têtes à claques* pourront maintenant être regardées sur cellulaire et sur écran d'ordinateur.

Presse Canadienne  
MONTREAL

Bell annonce un partenariat avec le site *tetesclaques.tv*, dont plusieurs des vidéos seront disponibles par le biais des services Mobilité, ExpressVu et Sympatico/MSN.

Les abonnés des services Mobilité pourront télécharger les nouveaux clips en primeur et en

exclusivité une semaine avant leur diffusion sur le site web des *Têtes à claques*.

Les fans de *Têtes à claques* auront un accès illimité aux vidéos diffusées en continu en s'abonnant à un ensemble Amusement à partir de 20\$ par mois.

Certaines capsules seront aussi présentées sur le portail Sympatico. MSN.ca une semaine avant qu'elles ne soient diffusées sur le site des *Têtes à claques*.

Enfin, ExpressVu est le premier et seul fournisseur télévisuel à offrir les *Têtes à claques* aux Canadiens. Deux nouveaux clips seront disponibles chaque mois.

2 Février 2007

Le Droit

# Impératif français invite le fédéral à promouvoir le français au pays plutôt que le bilinguisme

**Dominique La Haye**  
dlahaye@ledroit.com

Le mouvement Impératif français demande au gouvernement canadien d'adopter une nouvelle politique linguistique faisant la promotion du français au Canada plutôt que du bilinguisme.

Le président de l'organisme, Jean-Paul Perreault, a déposé un mémoire, hier, devant le Comité des langues officielles de la Chambre des communes dans lequel il indique que la politique de bilinguisme actuelle a accentué l'assimilation des francophones hors Québec. Il accuse le

gouvernement de nier le problème.

«La situation des communautés francophones du Canada se détériore. Or, en ignorant délibérément le problème, le gouvernement se soustrait en même temps à l'obligation logique de prendre les mesures pour y remédier», indique M. Perreault.

Le président du mouvement indique que l'anglicisation des minorités francophones hors Québec a augmenté de 10 % en 30 ans (1971 à 2001) selon Statistique Canada. Selon lui, le dernier recensement de 2006 devrait tracer un portrait encore plus sombre de la situation.

La proportion de Canadiens – incluant le Québec – parlant le français le plus souvent à la maison est passée de 25,7 % en 1971 à 22 % en 2001.

Impératif français demande en outre que la politique linguistique fédérale soit harmonisée avec celle du Québec en vue de soutenir le gouvernement provincial dans ses efforts pour franciser sa population.

Le mouvement veut enfin que soit élaborée une stratégie nationale en faveur du français au Canada dans laquelle les deux paliers de gouvernements seraient des partenaires égaux.

*Le Droit 2 Février 2007*

## Le tournoi provincial franco-ontarien de volley-ball senior féminin a lieu à l'école Franco-Cité

**Le Droit**

L'École secondaire catholique Franco-Cité d'Ottawa accueille la 21<sup>e</sup> édition du tournoi provincial franco-ontarien de volley-ball senior féminin à compter

d'aujourd'hui et jusqu'à samedi.

Quarante équipes d'écoles secondaires de l'Ontario, de Hawkesbury à Wawa en passant par Toronto et Sudbury, s'affronteront dans un tournoi à la ronde.

Outre Franco-Cité, site principal de l'événement qui attirera plus de 510 joueuses, des parties seront également présentées au Collège catholique Samuel-Genest, à La Cité collégiale et à l'École publique De La Salle.

# Toronto Star

FEB 02 2007

Date:

Page: A14

## No cellphones in school

It does not take an advanced degree to figure out that the fewer distractions there are at school, the better.

So it is welcome news that the Toronto District School Board is considering banning the use of cellphones in classrooms and hallways.

Other school boards in Canada and the United States have wisely taken steps to curb the intrusion of ring tones and text-messaging in classes, corridors and cafeterias. As cellphones become as common as backpacks, Canada's largest board should follow suit and force students to turn them off at the front door.

There is no reason for students to use their cellphones at school. They disrupt lessons and distract students from academics, extracurricular activities and face-to-face interactions with teachers and peers.

As well, now that cellphones are also cameras and Internet devices, the potential for mischief or abuse by some students has grown.

All schools are grappling with how

to stop students from using cellphones to cheat on tests, summon spectators to schoolyard brawls and take covert locker-room photos.

In one recent example, a school in Gatineau, Que., banned cellphones after a student posted footage on a popular video-sharing website of a teacher who had been provoked into a temper tantrum.

Of course, many students are aghast at the prospect of having to turn them off at school. So are some parents, who have grown accustomed to keeping tabs on their children by cellphone. But for decades, parents and students relayed important messages through the school office. Less vital matters simply waited until after school.

The Toronto board should return to such a system and confiscate cellphones from students who use them at school. With the electronic interruption gone, some students just might be less distracted, more focused and more inclined to learn.

# Ottawa Citizen

Date: FEB 02 2007

Page: B1

## Keshia Chanté comes home to Orléans to emphasize importance of education

R&B star visits area schools to tell children 'perseverance means everything'

BY TONY LOFARO

Juno Award-winning R&B singer Keshia Chanté graduated from high school just last year, and yesterday she was back in school, emphasizing to hundreds of Ottawa elementary students the importance of a good education.

The 18-year-old Ottawa singer, whose 2004 self-titled debut album went gold, talked to about 400 children at St. Theresa school in Orléans, the first of her four-school tour to promote education.

"I loved school and I loved singing, so it was one of those things that, when you

really enjoy something, you should keep working at it," she said. "I'm here today to show you that perseverance means everything."

Ms. Chanté lived in Orléans before moving to Toronto, where she graduated from high school and where she is now based.

She said math was her favourite subject.

Two of her biggest fans, Grade 6 pupils Allysa Dion-Hosie and Gaby Harris, had a chat with the singer in the

school library and had their shoes autographed.

"I got to touch her," said Allysa, 11, who had her photo taken with the singer.

"I'm not going to be washing my shoe," added Gaby, who listed *To You* as her favourite Keshia Chanté song.

The other stops the singer made on a tour of schools in the Orléans area included St. Francis of Assisi, Our Lady of Wisdom School and St. Clare.

# Ottawa Sun

**Date:** FEB 02 2007  
**Page:** 2

## YOUR CALL

Ottawa Sun online poll

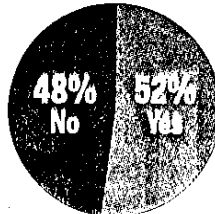
### Today's question

Do you plan to attend Winterlude this year?

- Yes
- No

### Yesterday's results

Should public school boards accept donations from corporate sponsors in exchange for naming rights?



# Le Droit

FEB 02 2007

Date:

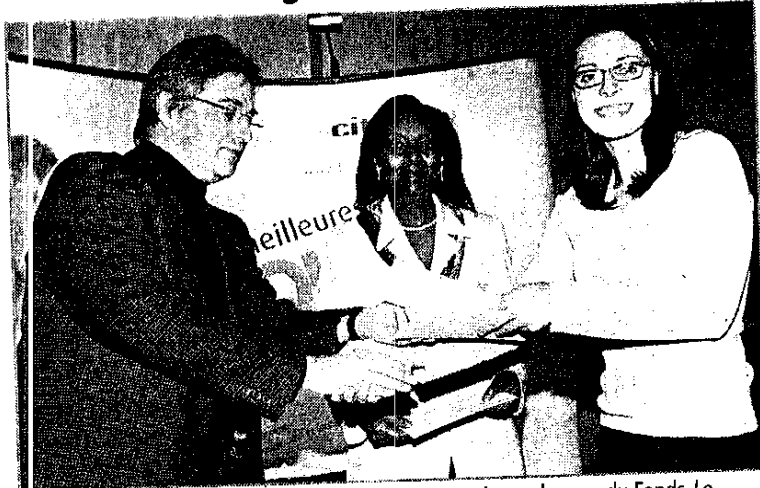
Page: 9

## La bourse de la Fondation de La Cité collégiale remise à 170 étudiants

**Le Droit**

C'était jour de fête à La Cité collégiale, hier soir. Aucun diplôme n'a été remis, mais en revanche 170 étudiants ont décroché un large sourire en méritant une bourse de la Fondation de La Cité collégiale. L'organisme a fait preuve de générosité encore une fois cette année en distribuant la somme totale de 131 250 \$.

Depuis ses débuts en 1995, la fondation a donné plus de 1200 bourses d'études totalisant la somme de près de 565 000 \$. Au cours des dernières années, la fondation a constitué plusieurs fonds de dotation grâce à la générosité de donateurs, dont le journal *Le Droit* fait partie. Ce sont les intérêts qu'engendrent ces fonds, dont le montant total



Le rédacteur en chef du Droit, André Larocque, a remis une bourse du Fonds *Le Droit*/Fulgence Charpentier à Nathalie Caron, étudiante en journalisme écrit, et Anne Seminari, étudiante en journalisme électronique.

s'élève aujourd'hui à un peu plus de 3,8 millions \$, qui permettent le financement des bourses accordées aux étudiants.

# Le Droit

FEB 02 2007

Date:

Page: 14



## Mario BOULIANNE

Téléphone: 562-0333

Télécopieur: 562-7539

courriel: mboulianne@ledroit.com

# Bravo les chefs!

Le Combat des chefs n'a pas fait de victime. Que des gagnants.

Hier soir, à l'école secondaire du Versant, plus de 500 personnes ont tenté de déterminer qui, de Denis Gratton ou de Daniel Séguin, faisait la meilleure recette de sauce à spaghetti.

Au terme d'une méticuleuse dégustation et d'une longue délibération, les convives ont tranché. Nos deux chefs ont autant de talents culinaires l'un que l'autre.

Il a été impossible de les départager quoique, personnellement, j'ai préféré celle de Denis. Vous trouvez mon avis biaisé? Vous avez raison.

Mais, je dois admettre que la concoction de Daniel était très savoureuse aussi.

Mais, le Combat des chefs avait un objectif plus noble que de simplement flatter l'égo de nos deux concurrents. La soirée permettait à l'Amicale des handicapés de l'Outaouais d'amasser des fonds pour financer ses activités.

Au terme de la soirée, Denis et Daniel ont remis un chèque de 17500 \$ à René Cormier, président du conseil d'administration de l'Amicale.

Cette soirée nous a également permis de rendre hommage à un grand bénévole, Henri Kingsberry, qui est décédé en décembre dernier. L'Outaouais a ainsi perdu un de ses bâtisseurs. D'ailleurs, plusieurs parents et amis d'Henri étaient présents pour lui rendre hommage.

Les fameuses sauces ont été préparées par les élèves du programme Le Transit de l'école du Versant. Je crois même que nos jeunes cuisiniers y ont mis leur touche personnelle afin de rehausser les recettes de Denis et de Daniel. Mais cela, on ne pourra jamais le prouver...

### MERCI

Un merci spécial aux nombreux commanditaires du Combat des chefs qui, par leur engagement, ont permis à l'Amicale d'empocher toutes les «recettes» de la soirée.

Aussi, Denis et Daniel ont tenu à remercier l'engagement de Carol Renaud qui nous a permis de passer une belle soirée en musique. Enfin, un salut particulier à mes deux comparses,

Sheila Fournier et Martin Grenier, de l'émission *Le Retour* à CJRC. Nous avons eu beaucoup de plaisir à animer cette deuxième édition du Combat des chefs.

Maintenant, il reste à savoir si Denis et Daniel remettront ça l'an prochain. Je leur propose de nous faire goûter leur recette de bœuf bourguignon.

# Ottawa Jewish Bulletin

Date: February 5, 2007

Page: 1, 9

## Report urges Federation to fund special education programs

Some 14 to 25 per cent of Ottawa Jewish children, including gifted, require special education

By Barry Fishman

In its report, *A Community-Wide Assessment of Special Education Needs of Jewish Children and Teens in Ottawa*, the Jewish Education Outreach Committee has recommended the Jewish Federation of Ottawa establish a centralized governance structure for special education and centralized professional special education resources to support day and supplementary schools.

The governing body would oversee all aspects of education, including the delivery of special education; funding to ensure adequate special education services; a centralized service to conduct assessments and write individual education plans (IEPs); a shared centralized professional staff accessible to all schools; sharing of resources between schools; and appropriate training for both classroom teachers and support staff.

The report estimates between 14 and 25 per cent of Ottawa area Jewish children, including gifted, need some form of special education. The Ottawa-Carleton District School Board estimates 14 to 17 per cent of their students have special needs.

The study was a collaborative effort of all day and supplementary schools and a number of Federation agencies. Survey and focus groups were conducted with parents of children in Jewish day and supplementary schools, those enrolled in non-Jewish schools, administrators and staff of Jewish schools and agencies and parents of special needs and gifted students.

The report will be discussed at the next Federation Board meeting.

Mark Palmer, Tamir executive director, who, along with Tal Gilboa, director of Talmud Torah

Afternoon School, arranged for the professionally prepared report, is hoping the Federation agrees to provide \$153,000 as an intermediate step to hire three education assistants on contract for the schools to share, a psychologist to work in the schools and consultants to develop a special education governance structure, operating policy, procedure and training program for staff.

Part of the money would be used to get resources into the schools immediately.

"What that entails," says Palmer, "is that the top 20 kids who are most in need and whose parents cannot afford to get assessments will get psychological assessments and a plan on how to work with these kids."

An important resource will be the Special Education Advisory Committee (SEAC), made up of seven volunteers who are experts in building special education programs.

"The purpose of the SEAC is to develop standards by which special education is to be operated in our community, review outcomes and make recom-

mendations for improvement. SEAC would provide a framework for operation of special education among our Jewish schools," Palmer says.

The only way the community can afford to provide special education services for all schools is to work together and not duplicate services, Palmer says.

"We are struggling to provide the necessary resources for Jewish education as it is," he says. "How do we expect to be able to provide the significant special needs resources on a one-off basis? ... The reality is that we do not have the resources nor the capabilities, the skills within every Jewish school, be it day or supplementary, in the areas of special needs. You can't expect them to have those capabilities."

Palmer has found special education is also about Jewish continuity.

"I can tell you how many families I have sat with, the mother in tears over recounting stories of how they were either denied access or had to make the painful decision to remove their child from Jewish education," he says.

"You do that and chances are they will reduce their involvement with the Jewish community in general ... They don't associate be-

cause they feel humiliated." The special education report can be read on [www.jewishottawa.com](http://www.jewishottawa.com).